



The Muttart Foundation

1150 Scotia Place, 10060 Jasper Avenue, Edmonton, Alberta Canada T5J 3R8
Telephone (780) 425-9616 • Fax (780) 425-0282 • Toll-Free 1-877-788-5437
www.muttart.org

CONSULTATIONS POUR LE BUDGET DE 2015

**Mémoire au Comité permanent des finances de
la Chambre des communes**

Établie en 1953 par Merrill D. Muttart et Gladys E. Muttart

RÉSUMÉ

La Fondation Muttart encourage le Comité permanent des finances à recommander de prévoir des fonds dans le budget 2015 pour permettre à Statistique Canada de réaliser des études régulières afin de fournir des renseignements sur le secteur canadien des organismes sans but lucratif.

Selon le peu de données qui existent, le secteur canadien des organismes sans but lucratif contribue de façon significative au PIB et est un important employeur. Néanmoins, on ne saisit pas totalement son ampleur à cause, du moins en partie, du manque de données statistiques semblables à celles qui sont disponibles sur les autres secteurs de la société canadienne.

La Fondation Muttart recommande de réaliser de façon continue des études semblables à celles qui ont été menées par le passé, telles que l'*Enquête nationale auprès des organismes à but non lucratif et des organismes bénévoles*, le *Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat* et l'*Enquête canadienne 2010 sur le don, le bénévolat et la participation*. De cette façon, on pourra débattre de façon éclairée au sein du secteur et entre le secteur, le gouvernement et le secteur privé pour le bénéfice de tous.

À PROPOS DE LA FONDATION

Créée en 1953 par les regrettés Merrill et Gladys Muttart, des gens d'affaires prospères possédant des sociétés à travers le pays, la Fondation Muttart est l'une des plus anciennes fondations privées au Canada.

La Fondation n'exerce pas d'activités de collecte de fonds; elle se sert des revenus provenant de ses placements pour faire des dons à des organismes de bienfaisance et exécuter des programmes destinés à :

- accroître la capacité des organismes de bienfaisance à s'engager dans des débats concernant les politiques sur des questions touchant le secteur et des sous-secteurs donnés;
- trouver de nouveaux et meilleurs moyens d'assurer la qualité des soins et de l'éducation de la petite enfance;
- fournir de l'aide en matière éducative au personnel et aux bénévoles clés des organismes de bienfaisance.

Parmi ses propres activités de recherche directe, la Fondation a publié cinq éditions de *Talking About Charity* (Les organismes de bienfaisance, parlons-en), un sondage d'opinion national destiné à analyser les points de vue des Canadiens sur les organismes de bienfaisance et les questions touchant ces organismes.

La Fondation appuie certaines des autres demandes présentées au comité, en particulier celles qui visent l'adoption du crédit d'impôt allongé, mais a choisi d'axer son propre mémoire sur la question de la recherche.

UN APPEL À LA RECHERCHE : NOUS VOULONS SAVOIR

Le Canada est réputé à l'échelle internationale au chapitre du recueil et de la diffusion de renseignements par l'entremise de Statistique Canada. Ses diverses études fournissent des données importantes au gouvernement, aux entreprises et au public sur des questions tant économiques que sociales.

Pourtant, l'un des éléments de la société canadienne est particulièrement sous-représenté dans les études disponibles : le secteur caritatif canadien. Outre les inconvénients qu'il pose, ce manque de données fait que les décisions de politiques et de réglementation sont prises en l'absence de renseignements fiables.

- Les députés et le public peuvent facilement s'informer sur l'état de la production de champignons au Canada¹, mais ne peuvent trouver de renseignements sur le nombre d'organismes sans but lucratif existant au pays.
- On peut déterminer chaque mois combien d'œufs sont produits et leur répartition sur le marché², mais on ne peut pas trouver de données de Statistique Canada sur le nombre de personnes employées par les organisations sans but lucratif au Canada.
- Si on a besoin de savoir, d'un mois à l'autre, combien de tuiles de toiture en asphalte sont fabriquées et leur destination, on peut trouver facilement ces renseignements³, mais on ne peut trouver combien de Canadiens sont desservis par les organisations sans but lucratif au Canada.

¹ <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=eng&retrLang=eng&id=0010012&paSer=&pattern=&stByVal=1&p1=1&p2=31&tabMode=dataTable&csid=>

² <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=eng&retrLang=eng&id=0030022&pattern=003-0021..003-0024&tabMode=dataTable&srchLan=-1&p1=-1&p2=31>

³ <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=eng&retrLang=eng&id=3030052&paSer=&pattern=&stByVal=1&p1=1&p2=31&tabMode=dataTable&csid=>

⁴ <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=eng&retrLang=eng&id=0030081&paSer=&pattern=&stByVal=1&p1=1&p2=31&tabMode=dataTable&csid=>

- Alors que Statistique Canada produit des statistiques mensuelles sur la quantité de viande réfrigérée et congelée⁴, il y a en revanche peu de données pour nous éclairer sur le nombre de Canadiens bénévoles œuvrant pour des organismes caritatifs au service des Canadiens.

Bien que les gens s’imaginent instinctivement que les organismes de bienfaisance sont de petites organisations, l’*Enquête nationale auprès des organismes à but non lucratif et des organismes bénévoles (ENONB)* de 2003 montrait que le revenu total des organismes sans but lucratif du pays **dépassait la barre des 100 milliards de dollars** et qu’ils **employaient plus de 2 millions de personnes**.

Le rapport sur le Compte satellite de 2009 a révélé que :

La valeur ajoutée du secteur sans but lucratif élargi, y compris les hôpitaux, les universités et les collèges, **a dépassé de plus du tiers celle de l’ensemble de l’industrie du commerce de détail et a dépassé la valeur ajoutée du secteur de l’extraction minière et de l’extraction de pétrole et de gaz.** (C’est nous qui soulignons.)

L’étude indique également que le secteur sans but lucratif de base (qui exclut les hôpitaux, les universités et les collèges) a enregistré une croissance supérieure à l’ensemble de l’économie.

La croissance de l’activité économique du secteur sans but lucratif de base a dépassé celle de l’ensemble de l’économie canadienne sur six des onze années comprises dans la période de 1997 à 2007. (C’est nous qui soulignons.)

La dernière version de l’*Enquête canadienne 2010 sur le don, le bénévolat et la participation (ECDBP)* montre que 84 % des Canadiens font des dons aux organismes sans but lucratif et que 47 % des Canadiens font du bénévolat – donnant de leur temps pour l’**équivalent de plus de 1 million d’emplois à temps plein**.

Mais toutes ces données sont maintenant périmées – certainement plus à jour que la plupart des autres secteurs de la société mesurés par les études de Statistique Canada. Malgré l’envergure et l’importance du secteur sans but lucratif, nous savons peu de choses sur le secteur dans son ensemble à cause de la suppression de l’*Enquête nationale auprès des organismes à but non lucratif et des organismes bénévoles (ENONB)* et des enquêtes sur le compte satellite, ainsi que des limites importantes découlant des changements de méthodologie adoptés pour l’ECDBP.

À PROPOS DU SECTEUR

Le secteur sans but lucratif canadien est composé de deux types d’organisations : les

⁵ Le site Web de l’ACR, consulté le 29 juillet 2014, faisait état de 85 947 organismes de bienfaisance enregistrés.

organismes de bienfaisance enregistrés et les organisations qui ne sont pas des organismes de bienfaisance, mais dont l'objectif n'est pas la réalisation de profits.

On trouve certaines données sur les organisations qui ont reçu le statut d'organisme de bienfaisance. Près de 86 000 organismes de bienfaisance font partie de cette catégorie⁵. Tout organisme caritatif doit présenter une déclaration de revenus annuelle à l'Agence du revenu du Canada (ACR) et la plupart des renseignements figurant dans cette déclaration sont rendus publics. En fait, les organismes canadiens de bienfaisance sont les seules entités de la société dont les déclarations de revenus aux autorités fiscales sont rendues publiques par l'entremise du site Web de l'ACR.

On sait peu de choses sur les organisations sans but lucratif qui ne sont pas des organismes de bienfaisance enregistrés, même si la dernière enquête de Statistique Canada sur le secteur, réalisée en 2003, montre qu'il existait alors presque autant d'organisations sans but lucratif dans le secteur du bénévolat que d'organismes de bienfaisance. Les organismes sans but lucratif qui ne sont pas des organismes de bienfaisance ne sont tenus de présenter de déclarations de revenus que lorsque le montant de leurs revenus ou de leurs actifs dépasse certains seuils. On ne trouve pas de renseignements sur le niveau de conformité aux exigences de déclaration, et aucune de ces déclarations n'est rendue publique car elles sont protégées par les dispositions relatives à la confidentialité de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le fait de disposer de plus de renseignements détaillés sur les organismes de bienfaisance enregistrés ne sert pas de procuration à l'ensemble du secteur; selon les données disponibles, les attributs des organisations sans but lucratif qui ne sont pas des organismes de bienfaisance enregistrés semblent différents. On ne peut donc pas extrapoler.

L'IMPORTANCE D'AGIR MAINTENANT

Dans les deux derniers budgets fédéraux, le gouvernement a indiqué qu'il demeurerait préoccupé par le bien fondé du statut de certaines organisations qui sont considérées être sans but lucratif (autres que les organismes de bienfaisance). L'ACR a entrepris un projet de vérification de la conformité et, bien que le rapport complet sur ce projet n'ait pas été divulgué, le résumé des résultats fait état d'un désaccord sur le statut réel de certaines de ces organisations sans but lucratif. Dans les discours du budget, le gouvernement a indiqué qu'il pourrait envisager des modifications législatives.

Néanmoins, en l'absence de données à jour sur la portée du secteur sans but lucratif, aucun changement n'a été apporté.

- En 2003, Statistique Canada a publié l'*Enquête nationale auprès des organismes à but non lucratif et des organismes bénévoles (ENONB)*. Il s'agit du premier et du plus récent recensement sur le secteur sans but lucratif.

- En 2009, Statistique Canada a publié le *Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat*. Il s'agit de la deuxième et la plus récente étude axée sur les contributions du secteur sans but lucratif à l'économie canadienne.
- Pendant un certain nombre d'années, Statistique Canada a publié l'*Enquête canadienne 2010 sur le don, le bénévolat et la participation*. Cette étude n'est plus réalisée à titre d'étude autonome, certains des points examinés ayant été intégrés à l'*Enquête sociale générale*.

Ces rapports ont fourni des renseignements fondamentaux ayant permis d'encourager les débats au sein du secteur sans but lucratif et entre ce secteur et les autres entités. Les données sont utilisées à vaste échelle au sein du secteur, dans les discussions entre le secteur et les divers paliers de gouvernement qui se reposent sur les organisations sans but lucratif pour assurer l'exécution de programmes et la prestation de services destinés aux Canadiens, ainsi que dans les conversations avec les Canadiens desservis par ces organisations caritatives. L'absence de données à jour empêche la tenue d'un dialogue utile.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Dans son appel à propositions, le Comité a indiqué six thèmes :

- Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique
- Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation
- Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation
- Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures
- Améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation
- Optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens.

Les organismes sans but lucratif canadiens sont des joueurs cruciaux dans au moins trois de ces priorités, et ils sont directement touchés par la priorité qu'est l'accroissement de la compétitivité et l'application d'un régime de réglementation.

D'autres études seraient utiles pour déterminer l'ampleur du rôle joué actuellement par le secteur et la mesure dans laquelle il pourrait jouer un plus grand rôle. Tout comme le gouvernement et le public utilisent les données maintenant disponibles sur le secteur et les tendances économiques et sociales, ils peuvent utiliser (comme ils le font) les données sur le secteur sans but lucratif.

La Fondation Muttart ne pense pas qu'il soit nécessaire de réaliser tous les ans chacune de ces études⁶. Dans un monde idéal, elles pourraient être menées à tout de rôle à raison d'une étude

⁶ Dans le cadre de cette recommandation, nous proposons de rétablir l'ECDBP dans sa forme originale d'étude autonome.

par année. Disposer de données ne datant pas plus de trois ans serait particulièrement bénéfique pour les personnes œuvrant dans le secteur, les gouvernements, les universitaires et le grand public.

Compte tenu de leur ampleur et de l'importance des services qu'ils procurent aux Canadiens, nous devons mieux comprendre ce que sont et font les organismes sans but lucratif du Canada.

Nous encourageons le Comité à recommander d'octroyer à Statistique Canada les fonds nécessaires pour rétablir la tenue régulière de ces études à l'avenir.